

Face à cette situation, le gouvernement canadien doit se doter d'une approche claire en matière de sanctions et d'intervention, dans la mesure où ces questions occupent une place croissante dans les discussions sur les réformes des Nations unies.

Le gouvernement canadien doit notamment faire sa propre évaluation des difficultés engendrées par ce type de mesure. Au lieu de se concentrer uniquement sur les éléments qui pourraient rendre les sanctions plus efficaces, le Canada devrait accorder une attention plus particulière à l'identification des éléments qui sont actuellement problématiques en matière de sanction au sein du Conseil. Comme l'ont souligné certains participants, le Canada ne dispose pas du temps nécessaire pour changer le mode de pensée qui règne au Conseil et qui nuit aux politiques de sanction. La tâche la plus rentable que le Canada pourrait et devrait se donner est d'identifier clairement les éléments problématiques pour que, par la suite, il soit plus facile de remédier aux nombreuses lacunes des politiques de sanction et des interventions.

2. L'importance de clarifier les objectifs des sanctions

Après avoir longuement débattu des nombreux problèmes touchant le domaine des sanctions, les participants ont soulevé un point clef que semblent négliger les cinq membres permanents du Conseil, soit l'objectif premier d'une politique de sanction. Quels sont les objectifs de la politique adoptée? Ont-ils été clairement définis et énoncés? Le Conseil de Sécurité demeure généralement trop vague sur ces questions. Ce manque d'information et de transparence doit absolument être corrigé, puisqu'il est impossible d'avoir une politique efficace si des objectifs précis ne sont pas clairement définis.

3. Le Canada doit continuer à privilégier une approche par étape

Il n'existe pas de panacée en matière de sanction ou d'intervention, ni d'approche qui convienne à toutes les situations. Le Canada doit nécessairement se doter de lignes directrices qui reflète les valeurs et les idéaux de la population canadienne en cette matière, mais cette politique doit demeurer souple.